Joseph Biden, président (Etats Unis) : Beaucoup d'espoirs, mais peu d'illusions

vendredi 22 janvier 2021, par [GILARDI Paolo](#), [MANN Keith](#) (Date de rédaction antérieure : 20 janvier 2021).

Joseph Biden, élu le 3 décembre a officiellement prêté serment aujourd'hui 20 janvier. Le point de la situation avec Keith Mann, historien et sociologue, membre de la direction de solidarity, une des petites organisations de la gauche radicale aux USA et de celle, dans le Wisconsin, de DSA, Democrats socialists of America.

Deux semaines après l'invasion du Capitole le 6 janvier par des milliers de supporters de Donald Trump, Joseph Biden, élu le 3 décembre a officiellement prêté serment aujourd'hui. Ce qui s'est passé depuis quinze jours a suscité beaucoup d'analyses, parfois aussi brillantes que creuses. Mais elles auront aussi ravi la vedette à des phénomènes de fond en cours dans la société étasunienne dont elle est un élément.

Rproject : Cela semblait être une formalité, et pourtant la séance de confirmation de la victoire de Biden le 3 novembre a viré au grand spectacle. C'était pourtant prévisible et en partie prévu, non ?

Keith Mann : Depuis le 3 novembre, Trump ne cesse de contester sa défaite. Et, avant l'invasion du Capitole, 140 élus républicains à la Chambre des représentants et une poignée de sénateurs s'étaient prononcés contre la reconnaissance de la validité des résultats du 3 novembre dans les Etats-clé.

Toutefois, issus de l'Amérique qui compte, 140 autres personnalités, des boss de grandes entreprises, avaient, depuis le 3 novembre, lancé un appel à Trump pour qu'il reconnaisse sa défaite.

A l'issue de la journée du 6 janvier, la moitié des 140 élus avaient fait machine arrière, tandis que les condamnations de la posture présidentielle connaissent une progression exponentielle. Pour beaucoup, le 6 janvier a été la classique goutte qui fait déborder le vase...

RP : Un fiasco total, en somme ?

KM : Enfermé dans sa mégalomanie, Trump a ouvertement incité ses partisans accourus armés à Washington à investir le Capitole : il leur a carrément assuré qu'il serait avec eux. Sans préciser que c'est en pensées qu'il avait l'intention de les accompagner, ce qu'il a fait ... devant sa télé, à l'abri des confrontations violentes.

La symbolique est énorme. Et, concrètement, très nombreux sont les sénateurs, y compris parmi les soutiens de Trump, qui ont eu vraiment peur, mais vraiment peur !

T'imagines ? Le bureau de la Présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, occupé par un spécimen rustre et rugueux, qui, les pieds sur la table et en direct sur les écrans, traite M^{me} Pelosi de *bitch*, de putain...

C'était délirant, mais en aucun cas une insurrection organisée, une tentative de coup d'Etat.

On a tiré des parallèles avec le putsch manqué en Bavière en novembre 1923, mais la comparaison ne tient pas. En 1923, les principaux chefs du parti nazi -Hitler, Röhm, Goering, Himmler- étaient tous là, le discours commençait à être rodé et il y avait des chefs, des meneurs.

Là ? Que dalle ! Personne pour prendre la parole, pas de leader, pas de projet politique si ce n'est la multiplication d'insanités par des rustres excités -et armés- auxquels on a fait croire qu'ils pouvaient écrire une page d'histoire.

RP : Pas de danger fasciste donc ?

KM Certes la mansuétude des forces de police -on a vu des policiers se prêter au jeu des selfies avec des manifestants- est choquante : elle interpelle d'autant plus que l'appel à converger armés à Washington était connu puisque largement diffusé sur les réseaux sociaux. C'est un vrai problème, mais cela n'a rien de nouveau.

Par contre, j'affirme qu'il n'y a pas de menace fasciste aujourd'hui aux Etats Unis tout comme il n'y a pas le risque d'instauration d'un régime autoritaire... Il faut être rigoureux avec les concepts.

L'Etat c'est un ensemble de choses : les institutions, les corps constitués, les lois, la représentation politique, la banque centrale, le système de gouvernement, les forces armées, la police... C'est un instrument de domination qui a été façonné à travers l'histoire des luttes des classes dans les différents pays. Il définit les conditions, le cadre, destinées à faire prévaloir les intérêts des dominants.

Aux Etats Unis aujourd'hui cela fonctionne parfaitement. La classe capitaliste n'a aucunement besoin de limiter les droits démocratiques, d'instaurer un Etat fort, autoritaire, voire un Etat fasciste, de faire voler en éclats le système parlementaire tellement elle est peu menacée dans son pouvoir par les luttes sociales.

La réaction de l'establishment après l'invasion du Capitole a été on ne peut plus claire : quand elles disent vouloir « défendre la démocratie », il faut vraiment mettre le mot démocratie entre guillemets.

Pour eux, la démocratie, ce sont les institutions telles qu'elles existent aux Etats Unis, celles qui protègent et garantissent les intérêts des grands capitalistes, pas le droit à la vie pour des milliers de George Floyd. Ils n'ont aucun besoin de remettre en cause le système tel qu'il est.

En Italie et en Allemagne entre les deux guerres le rétablissement des profits passait par l'écrasement du mouvement ouvrier : ce fut donc le choix du fascisme par les grands capitalistes qui le financèrent. Aux Etats Unis aujourd'hui on est bien loin de cela...

De plus, quel intérêt auraient-ils, à l'heure de la mondialisation marchande, à faire éclore une forme de gouvernement autoritaire, avec à sa tête un président comme Trump, qui fait du protectionnisme et des taxes douanières son évangile ?

Quel intérêt pour l'impérialisme américain que d'avoir à sa tête un type qui a réussi à désarticuler tous les systèmes d'alliances, qui se met à dos les plus fidèles des vassaux et qui laisse une place énorme en politique internationale à d'autres ?

Poser ces questions c'est y répondre.

RP : Toutefois, Trump a encouragé et donné une forte légitimité à l'extrême droite.

KM : Oui, c'est sûr, il leur a donné des bouffées d'oxygène, mais il faut vraiment relativiser l'importance de ces courants organisés.

Ils ne sont que quelques milliers, mais c'est quoi 1000 affilié.e.s dans un pays de 330 millions d'habitant.e.s, qui est l'un à la plus longue stabilité politique ? Les Proud Boys n'ont pas la capacité d'organisation et d'action qu'avaient les ligues en France en 1934, par exemple...

RP : oui, mais il n'y a pas que les Proud Boys, y a aussi les milices...

KM : Certes, mais ce ne sont de loin pas les Chemises Noires de Mussolini ou les *Sturm Abteilungen*, les S.A., de Röhm. Celles-ci brûlaient les sièges des partis de gauche, s'en prenaient aux centres culturels du mouvement ouvrier, aux journaux de gauche, aux militants qu'ils frappaient, tuaient et auxquels ils faisaient avaler de l'huile de ricin. Elles pratiquaient une terreur organisée.

Ces bandes armées étaient fortement structurées et financées par le grand Capital pour s'attaquer brutalement au mouvement ouvrier. Aujourd'hui aux Etats Unis le patronat n'a pas besoin de tout ça. Tu les vois où les piquets de grève et les ouvriers en armes qui défendent les usines occupées comme à Turin en 1920 ou durant les grèves des travailleurs de l'automobile aux USA en 1936-37 ?

Je crois qu'il faut relativiser les choses sans sous-estimer ces milices. Pour le moment on se trouve plutôt face à des mecs plutôt rustres qui aiment jouer aux soldats en tenue camouflée et aller faire le coup de feu dans les bois.

Ceci dit, je pense que la condescendance à leur égard dont fait preuve le parti républicain est grave. D'après certains sondages -dont la méthode reste discutable- 40% de l'électorat républicain éprouverait de la sympathie pour ces mouvements.

RP : Cela tendrait à prouver que le trumpisme a réussi à constituer une vraie base sociale, y compris parmi les travailleurs blancs qui se sentent déclassés...

KM : C'est une question dont on discute beaucoup, sauf que les données empiriques, scientifiques, manquent pour définir la base sociale du trumpisme.

En effet, aux USA le critère utilisé pour définir la position sociale des individus n'est pas l'appartenance à une classe sociale telle que nous la définissons -la propriété ou pas des moyens de production, l'obligation ou pas de vendre sa force de travail pour vivre-, mais le revenu.

Il est dès lors difficile de dire qui a voté Trump et si parmi eux il y a de forts contingents de travailleurs et, si cela est le cas, si ces travailleurs sont des racistes, suprémacistes et misogynes convaincus. Personne n'est en mesure de le dire avec certitude, mais, pour ma part, je suppose qu'ils ne sont pas nombreux et que la situation n'est pas cristallisée.

Tiens, par exemple, le Michigan, l'Etat de Detroit, de l'automobile. En 2008 et 2012 il avait voté pour Obama ; aux primaires en 2016 c'est Sanders que les travailleurs avaient choisi avant de voter, finalement, contre Hillary Clinton, pour Trump.

En 2020, le Michigan a voté Biden. C'est la preuve qu'il n'y a aucune cristallisation des positions, autrement le Michigan aurait confirmé son vote d'il y a quatre ans. D'où la difficulté de définir scientifiquement la base sociale du trumpisme. Cela reste très flou.

RP : Toutefois on a l'impression d'assister à quelque chose de nouveau lorsqu'on voit le

résultat de la Géorgie qui élit un afro-descendant au Sénat...

KM : Absolument ! N'oublie pas que la Géorgie est le pays de « Autant en emporte le vent » ! Mais le vote exprime clairement les modifications démographiques et sociologiques intervenues ces dernières décennies. Partout, tant au Sud que dans l'Ouest ou dans le Middle-West, la population change. En Oklahoma, au Kansas, il y a de plus en plus de travailleurs latinos, pour bonne part employés dans les abattoirs.

Cela crée une perte d'identité parmi les travailleurs blancs qui ont l'impression que les latinos et les femmes leur piquent leurs places de travail. Il en va de même dans le Sud où l'élargissement aux afro-descendants du droit à la sécurité sociale -qui ne s'appliquait pas aux travailleurs domestiques et ruraux, donc aux Noirs- effraie une partie de la classe ouvrière blanche qui en vient à craindre pour sa sécurité sociale.

Mais ce ne sont pas eux qui forment la base du trumpisme, ce sont plutôt les petits indépendants des business-mens qui se sentent bridés dans leur enrichissement personnel par les taxes et les charges sociales qui, à mon avis, forment son substrat social.

RP : Peut-on convoquer aussi ces changements démographiques et sociaux pour expliquer ce qu'un livre paru récemment en France appelle la « génération Ocasio-Cortez » ?

KM : Oui, en y ajoutant le fait qu'une bonne partie de l'électorat n'était pas née en 1989, au moment de la fin de la guerre froide. C'est une génération qui n'a pas été nourrie au biberon de l'anticommunisme, qui ne souffre plus de la stigmatisation qui était due auparavant à qui sortait du droit chemin, qui est ouverte à la recherche de nouvelles voies.

RP : Une génération qui peut « penser à gauche du possible » ?

KM : Oui, mais il y a aussi un revers de cette médaille, le fait que les gens qui se radicalisent, les jeunes « de gauche » n'ont pas de boussole. Je le constate chaque jour à parmi les Democrats socialists of America, DSA, en discutant avec les jeunes militant.e.s.

Mais ce qui est nouveau et très intéressant c'est que DSA, qui s'était fortement mobilisée en faveur du sénateur Sanders, s'en est tenue à la décision prise par son congrès de ne pas appeler à voter le candidat démocrate si ce dernier n'était pas Sanders. Et je pense que, malgré l'urgence de se débarrasser de Trump, peu de DSA ont fait, même à titre individuel, campagne pour Biden.

Et, fait intéressant, parmi les options évoquées par DSA -qui compte 85'000 membres- certaines voix s'élèvent en faveur d'un nouveau parti, indépendant des deux partis capitalistes.

De nouveau, les instruments empiriques font défaut pour caractériser sociologiquement les DSA, mais il est certain que ceux-ci se reconnaissent spontanément du côté des classes populaires. A nous, militants expérimentés, d'aider à reconstruire ce lien organique et théorique avec un projet d'émancipation sociale.

RP : Par contre, le lien entre DSA et communauté afro-descendante reste problématique...

KM : La mobilisation des Noirs a été décisive : non seulement dans le développement de Black Lives Matter, mais aussi dans l'élection de Biden, en Géorgie notamment.

Biden a su réactiver le lien traditionnel inscrit dans la grande alliance voulue par Roosevelt avec les gens qui ont un poids social et une influence dans la communauté Noire, comme par exemple Tracy Abrams, une femme qui s'est fortement engagée pour l'inscription des Noirs sur les listes électorales

en Géorgie, ou encore le représentant de la Caroline du Sud, James Clayburn. Et il a rallié les votes de cette communauté, ce que Sanders a été incapable de faire.

De toute manière, l'intervention politique en direction de cette couche de la population est rendue particulièrement ardue par les ravages que le COVID fait dans la communauté Noire.

Actuellement, le nombre de décès quotidiens est de 5000. Or comme tu sais, la maladie frappe de manière différenciée et les populations pauvres - parmi lesquelles les afro-descendants sont sur-représentés- le sont plus que les autres. Ce sont donc les Noirs qui meurent en premier, et cela agit profondément sur leur moral, leur confiance, cela fait des ravages...

RP : Veux-tu dire que, comme l'estiment d'aucuns en Europe, Biden va essayer de marginaliser la gauche du Parti Démocrate en cherchant une convergence au centre avec les républicains « respectables » ?

KM : Biden est un politicien très intelligent et ne va pas chercher la confrontation avec la gauche du parti démocrate, d'autant que cette dernière n'est pas un obstacle à une politique de recentrage.

En l'écoutant, j'ai l'impression d'être dans un film de Frank Capra : par exemple, lors de sa conférence de presse il a expliqué qu'après avoir pensé à Sanders comme ministre du travail, il a renoncé à le nommer. Ses raisons, celles qu'il a données, ne sont pas politiques mais tactiques : nommé ministre, Sanders aurait perdu son poste de Sénateur du Vermont. Une nouvelle élection aurait donc dû être organisée qui risquait de faire perdre la majorité démocrate au Sénat au cas où la victoire revenait à un républicain...

Je crois que Biden va essayer de retisser les liens classiques de la grande alliance entre démocrates et minorités au lieu de s'affronter la gauche du Parti Démocrate.

RP : Les dernières années ont été marquées par de fortes mobilisations aux Etats Unis : Occupy Wall Street, le soulèvement de Madison au Wisconsin, le Teachers-spring qui a tout de même vu la mobilisation victorieuse de centaines de milliers d'enseignants, le mouvement des Black Lives Matter. Est-ce que cela va conditionner la suite ?

KM : On peut se demander si nous ne sommes pas face à la naissance d'un nouveau mouvement émancipateur aux Etats-Unis. Je n'ai pas de réponse et je crois que la prudence dans les prédictions est de mise.

Certes, les gens ont accumulé à travers ces mouvements une forte expérience militante et la politisation est là. Mais n'oublions pas que nous vivons dans un des pays qui a connu une longue stabilité politique, peut-être la plus longue dans l'histoire.

Ainsi, par exemple, peut-on dire, après le Teachers-spring de 2018 que nous assistons à une « vague de grèves » ?

La sociologie académique reconnaît l'existence d'une vague de grèves si le nombre de grèves d'une année dépasse de 50% le nombre moyen des grèves durant les cinq années précédentes.

Selon ce critère, 2019 aurait été une année qui a connu une « vague de grèves » puisque leur nombre a dépassé de 50% la moyenne du nombre de grèves enregistrées entre 2009 et 2018. Sauf que, en chiffres absolus cela reste relatif puisque les grèves en 2019 ont été au nombre total de ... 25 contre 15 en moyenne durant les années précédentes. Tu admettras que ce n'est pas faméliqueux...

C'est pourquoi, je m'abstiens de tout pronostic sur des espaces de lutte et de mobilisations qui s'ouvriraient. Seul l'avenir nous dira.

Ce qui impose à la gauche aux Etats-Unis, un effort de définition d'axes d'intervention et de projets car, je crois de ne pas me tromper en disant que la victoire de Biden suscite beaucoup d'espoirs mais peu d'illusions...

Interview : Paolo Gilardi

P.-S.

- www.Rproject-it